

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 137 06 2026

Mis en ligne le ..... 7.07.26

Transmis le 30/06/2026.

**ARRÊTÉ AUTORISANT AVEC PRESCRIPTIONS L'INSTALLATION D'UNE NOUVELLE ENSEIGNE  
AU NOM DE LA COMMUNE DE LOURDES**

Demande déposée le : 18/06/2026	
Par :	MELLYS D.ESIGN&ART/ Mme Mélanie GERMON
Numéro d'autorisation préalable	AP 065286260028
Sur un terrain sis :	50 rue de Bagnères cadastré CN 11
Nature des Travaux :	Installation d'une nouvelle enseignes non lumineuse

Le Maire ;

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

**Vu** la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code du Patrimoine ;

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L581-1 et suivants et R581-1 et suivants ;

**Vu** le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

**Vu** l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

**Vu** l'arrêté n° 2026 04 427 de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Stéphane PEYRAS, 1er adjoint au Maire en date du 08/04/2026.

**Vu** la délibération n°7 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du 16 décembre 2020 approuvant le Site Patrimonial Remarquable (SPR) de la ville de Lourdes ;

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Sismiques de la commune de Lourdes approuvé par arrêté préfectoral en date du 13/10/2023 ;

**Vu** la demande d'autorisation préalable déposée le 18/06/2026 par l'autoentreprise MELLYS D.ESIGN&ART représentée par Mme Mélanie GERMON demeurant 29 chemin de l'Arrouza 65100 LOURDES;

**Vu** l'objet de la demande portant sur l'installation, sis à Lourdes, 50 rue de Bagnères d'une nouvelle enseigne non lumineuse parallèle à la façade, vitrophanie de fond noir et lettrage beige, vert et jaune ;

**Vu** l'avis, ci-joint, favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France, service Départemental d'Architecture et du Patrimoine en date du 24/06/2026 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article R581-16 - II - 1° du code l'environnement, « l'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L 581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police : 1° - Après accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords en application de l'article L 621-30 du code du patrimoine ou situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L 631-1 du code du patrimoine » ;

**Considérant** que le projet se situe dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable,

**Considérant** qu'en application du Plan de Prévention des Risques sismiques susvisé, les éléments non

structuraux d'un bâtiment doivent prendre en compte des mesures techniques préventives spécifiques,

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'autorisation préalable est ACCORDÉE à l'autoentreprise MELLYS D.ESIGN&ART représentée par Mme Mélanie GERMON sous réserve de respecter la prescription mentionnée à l'article 2.

### Article 2 :

La prescription émise par l'architecte des Bâtiments de France, annexée au présent arrêté, devra être prise en compte et strictement respectée, à savoir que :

- Sous réserve que le fond de l'enseigne soit de teinte gris moyen RAL 7039 ou 7030, ou 7005, le noir est proscrit.

### Article 3 :

Une autorisation d'occupation du domaine public devra être demandée en mairie, 10 jours minimum avant le début des travaux de pose de l'enseigne.

Article 4 : Au terme de la mise en place de l'enseigne l'autoentreprise MELLYS D.ESIGN&ART représentée par Mme Mélanie GERMON communiquera au service urbanisme de la mairie, les éléments permettant d'attester l'achèvement des travaux, ainsi que du respect des prescriptions.

Article 5 : Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

### Article 6 :

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Fait à Lourdes, le 29/06/2026

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Stéphane PEYRAS

Notifié le <u>07/07/2026</u>
<input checked="" type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le <u>07/07/2026</u>
<input type="checkbox"/> Par remise en main propre
<input type="checkbox"/> Par mail envoyé le .....
Je soussigné(e).....
Signature : .....
Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU Cours Lyautey - 64000 PAU dans un délai de deux mois.